



## Le journalisme nouveau est arrivé !

Avec l'arrivée du *Matin Bleu*, et bientôt du *20 Minuten* version française, est-ce que le journalisme perd son identité? Désormais, piquez le journal dans la caissette! C'est permis. Les plus cyniques, et les quelques-uns qui respectent les lois, diront que le *Matin* est enfin à son juste prix: gratuit! Dommage pour les amateurs du vol, c'est tellement plus chouette quand c'est interdit.

Qu'ils ne désespèrent pas. Vol il y a. Et en toute légalité. Ne croyez pas que la quête d'information n'a pas de prix. Qu'un journal ne vive que de la publicité, et vous n'aurez que des informations des plus sommaires. « Grâce » au *Matin Bleu* et à *20 Minuten*, vous retrouvez, maintenant sur papier, votre teletext.

Quand, par peur de vous ennuyer dans le train, vous acceptez le journal que vous tend une charmante jeune femme vêtue d'un uniforme *Matin Bleu*, ne désespérez pas si, après cinq minutes de feuilletage, vous ne vous sentez pas informé. Si la perte du sens critique dans les journaux vous donne de l'urticaire, si mettre l'information politique au niveau de la culotte de Paris Hilton ou des seins de Britney Spears vous donne la rage, agissez! Oui, mais comment me direz-vous? En faisant du Quotidien le plus soporifique de Suisse romande un véhicule de coups de gueule et de plaisanteries. Un véhicule d'idées serait préférable, mais atteindre les sommets de la pensée demande du temps, autant dans l'écriture que dans la lecture! D'où la célèbre phrase qui prend place dans un journal rempli de vide, cousin du *Matin Bleu*: «Vite lu, bien lu».

Petite recette pour grands maux...

Lorsque vous vous rendez à votre destination de travail, prenez le papier *Matin Bleu*. Asseyez-vous dans un café, ou le transport public qui doit vous conduire à votre lieu de travail. Selon l'humeur dans laquelle vous baignez, inscrivez, à l'intérieur du «précieux» journal, les phrases les plus piquantes, les informations les plus douces et les coups de gueule les plus amers (toujours dans le respect des civilités, cela va de soi).

«J'ai perdu mon chat, si vous le retrouvez, faites-moi signe!», «Stéphanie de Monaco pue des pieds», «Berlusconi a les mains sales», «Le meilleur des laxatifs? Le *Matin Bleu*!»...

Une fois cet exercice didactique effectué, trouvez une caissette *Le Matin Bleu*. Posez votre journal à l'intérieur. Le prochain qui lit ce journal ne lira pas *Le Matin Bleu*. A l'insu de son plein gré, comme dirait l'autre, il lira VOTRE journal. Votre inspiration du matin voyagera dans tout le bassin lémanique et sur tout l'arc jurassien. Grâce à cette action, vous contribuerez à rendre le *Matin Bleu*, journal sans âme, fournisseur d'émotion!

NB : pour mettre encore plus en évidence l'absurdité du quotidien, et faire de votre recette un chef d'œuvre, établissez des liens piquants entre vos dires et les articles du papier.

Cyril Jornod  
cyril.jornod@jvne.ch

Hiver 2005/06 (no 2)

### Contacts

Jeunes Verts (Neuchâtel)  
ne@jeunesverts.ch  
<http://www.jvne.ch>

# Signez et faites signer les deux référendums contre la révision de la loi sur l'asile et celle sur les étrangers!

Les nouvelles lois sur l'asile et sur les étrangers concoctées par notre parlement, les «Lex Blocher» comme les a qualifiée le vice-président des Verts suisses, durcissent encore plus les procédures d'asile et créent des discriminations encore plus importantes envers les étrangers qui vivent en Suisse.

La révision de la loi sur l'asile est contraire, à plusieurs égards, à nos engagements internationaux et même à notre propre constitution.

Un demandeur d'asile qui arrive sur le sol suisse a 48 heures pour prouver son identité en présentant des papiers d'identité ou de voyage. S'il ne peut le faire, il est exclu de la procédure d'asile. C'est injuste parce que les personnes persécutées ou torturées qui arrivent en Suisse se sont souvent vues confisquer ou détruire leurs papiers par leurs persécuteurs. Cette pratique est contraire aux conventions internationales sur les réfugiés dont la Suisse est signataire.

Toutes les personnes pour qui l'Etat n'entre pas en matière sur leur demande d'asile, les fameux NEM, se verront exclues de l'aide sociale. Cette disposition est contraire à la constitution qui stipule «Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure

de subvenir à son entretien a le droit d'être assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine.» (Art. 12). L'aide d'urgence qui remplacera l'aide sociale pour les NEM ne le permettra pas.

Une personne qui décide de ne pas quitter la Suisse suite à une décision d'expulsion pourra être emprisonnée pendant deux ans. La nouvelle loi permettra même d'emprisonner des mineurs. De plus, les autorités pourront contacter les pays d'origine pour demander des renseignements, ce qui mettra clairement en danger les familles des demandeurs d'asile dans leur pays d'origine.

La nouvelle loi est une usine à fabriquer des clandestins, alors qu'il devient urgent de leur donner une visibilité et de les légaliser au plus vite, pour atténuer la misère dans laquelle ils vivent.

La révision de la loi sur les étrangers n'est pas en reste. Sa principale caractéristique est de créer deux catégories d'étrangers: ceux de l'Union Européenne et ceux du reste du monde. Les accords bilatéraux avec l'UE ont en effet donné de nouveaux droits à ses ressortissants, que la nouvelle loi refuse bien

sûr aux autres.

La nouvelle loi crée le concept «d'économiquement acceptable» pour des gens dont l'économie suisse a besoin. Pour ceux qui n'ont pas cette «qualité», l'accès à un permis de travail sera encore plus compliqué qu'auparavant. Le permis C ne sera plus octroyé automatiquement après 10 ans de séjour en Suisse. Un examen préalable devra être effectué par les cantons qui décideront seuls si la personne y a droit ou non.

C'est pour ces raisons que nous combattons aux côtés d'autres organisations les deux nouvelles lois. Pour nous soutenir, signez les deux référendums.

Pour plus d'informations, consulter le site:

[www.stopexclusion.ch](http://www.stopexclusion.ch)

Fabien Fivaz  
fabien.fivaz@jvne.ch

## jVERTS EXPRESS!

Peut-être l'avez-vous lu dans la presse, les jVERTS Neuchâtel ont tenu en novembre leur première assemblée générale à La Chaux-de-Fonds. Ils ont élu leurs coprésidents Céline Vara et Fabien Fivaz ainsi que leur caissière, Deborah Schneider.

Les jVERTS Neuchâtel ont un nouveau site internet à l'adresse suivante :

[www.jvne.ch](http://www.jvne.ch)

Vous y trouverez pleins de nouveautés. Merci à Nils, notre nouveau Webmestre.

Les jVERTS suisses organisent les 22 et 23 avril 2006 leur traditionnel weekend

annuel. Le thème qui sera débattu cette année est l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce weekend permettra de débattre des questions de quotas et de revoir nos structures internes. Pourquoi ce thème? Parce que les jVERTS sont d'avis que si l'égalité de droit est acquise, l'égalité de fait ne l'est pas et que nous ne pourrions l'atteindre seulement si nous changeons nos mentalités.

Les jVERTS suisses se sont réunis à Neuchâtel en janvier pour leur assemblée générale annuelle. Ils y ont fixé leurs priorités pour l'année 2006: les référendums sur la loi sur l'asile et celle sur les étrangers, les changements climatiques et l'égalité entre les sexes. Les jVERTS poursuivront leur campagne contre les gros 4x4.



## Consommation

Pour consommer mieux, consommons différemment, et surtout, consommons moins

La surconsommation qui caractérise notre société a un impact direct sur l'environnement, que ce soit par l'épuisement des ressources naturelles ou par la production massive de pollutions et de déchets. Il est donc indispensable de remettre en question notre mode de consommation afin qu'il réponde à nos besoins tout en limitant l'impact néfaste sur la nature. Nous pouvons tous, en prêtant attention aux produits de consommation que nous achetons régulièrement, apporter notre contribution à la sauvegarde de la planète.

## Un dilemme de la mondialisation\*

La critique de la mondialisation émane, pas toujours mais souvent, de personnes soucieuses des problèmes environnementaux et des inégalités sociales. La mondialisation a contribué à rendre le fossé entre pays pauvres et pays riches toujours plus important. C'est un fait peu contesté. Les Nations Unies produisent d'ailleurs une quantité de chiffres allant dans ce sens. Il est vrai aussi que des pays, au revenu moyen par habitant faible, profitent de la mondialisation. C'est le cas de l'Inde ou la Chine, par exemple. Hélas, même dans ces pays-là, les plus pauvres ne récoltent pas souvent les bénéfices de la mondialisation.

Les pays les plus défavorisés, comme le Mali, ne sont que peu industrialisés. Ils exportent principalement des produits agricoles. Les Etats nord-américains et européens, la Suisse y compris, subventionnent leur agriculture. Il s'en suit que les produits agricoles sont dévalorisés en raison des aides étatiques occidentales. Les règles de libéralisation du marché ne sont donc pas respectées dans les secteurs mêmes où les pays endettés pourraient en tirer des bénéfices.

Qu'est-ce qu'un produit écologique ?

Il s'agit d'un produit qui nécessite peu de ressources naturelles pour son élaboration, qui génère peu de nuisance lors de son utilisation et peu ou pas de déchets à la fin de son existence.

Ainsi, pour tes achats, privilégie :

- Les produits issus de l'agriculture biologique. Ils garantissent qu'aucun traitement chimique n'a été utilisé pendant la production.
- Les produits avec le moins d'emballage possible.
- Les produits conçus pour être recyclés, repris ou réutilisables. Ex : consignes, recharges de savon, verres à moutarde, etc.
- Les produits à base de matières naturelles, dont la fabrication et l'exploita-

Cette exposition du problème laisse à penser qu'une libéralisation du secteur agricole est nécessaire pour les pays « en voie de développement », terme par ailleurs insupportable tant il ne caractérise pas les pays qu'il désigne.

Le dilemme est donc le suivant : tout en sachant que la mondialisation engendre des inégalités, faut-il que les Etats occidentaux suppriment les subventions allouées à leur agriculture, pour le bénéfice des pays pauvres, principaux exportateurs agricoles ?

Dire oui à cette question, c'est aller dans le sens de la mondialisation. Dire non à cette question, c'est aller à l'encontre des intérêts des pays « en voie de développement ». Alors, match nul ? J'attends vos réactions.

Pour ma part, je décide de ne répondre ni par oui, ni par non, bien au contraire... La situation actuelle des pays défavorisés est insupportable. La suppression des subventions agricoles ne suffira pas à résoudre leurs problèmes. La mondialisation ne permet pas de diminuer les inégalités. La solution qui me vient à l'esprit est tout autre : repenser notre système international, que les pays défavorisés puissent aussi offrir à leur agriculture des subventions. Plus généralement, les Etats doivent se doter d'une instance internationale capable de combattre les inégalités et

tion requièrent moins d'énergie et génèrent moins de substances toxiques. Ex : le bois, la laine vierge, le verre, etc.

- Les produits dont la durée de vie est la plus longue. Leur impact écologique est bien moins lourd que celui des produits jetables qui génèrent beaucoup de déchets. Ex à éviter : rasoirs jetables, gobelets en plastique, etc.
- Les produits fabriqués localement, les nuisances dues à leur transport seront évitées.

Deborah Schneider  
deborah.schneider@jvne.ch

de sanctionner les pays ne respectant pas les règles établies. L'Organisation Mondiale du Commerce n'est pas cette institution. Elle n'a pas pour essence de résoudre les problèmes des pays endettés. Elle est aussi incapable de sanctionner les pays ne respectant pas les règles qu'elle institue. Une instance internationale du type souhaité n'existe pas. Elle tient de l'utopie. Mais les principes politiques imaginés par les Lumières ne tenaient-ils pas de l'utopie ? Les Etats démocratiques modernes ne reposent-ils pas, en partie tout du moins, sur ces principes passés ?

\* Dans son livre *Critique de la Mondialisation*, Pierre de Senarclens donne au terme « mondialisation » la signification suivante : « La notion de mondialisation [désigne] les mutations du système capitaliste : la progression régulière du commerce international, la libéralisation des flux de capitaux, la croissance du nombre et de l'importance des entreprises transnationales, l'essor des flux financiers, l'intégration croissante des économies régionales. »

Cyril Jornod  
cyril.jornod@jvne.ch

## Pollutions lacustres, que fait la police?

Il y a trente ans, alors que la préoccupation écologique dans notre canton n'en était qu'à ses débuts, le lac de Neuchâtel, lui, agonisait. A la fin des années 70, on est passé bien près de la catastrophe. Le lac était au plus mal, asphyxié par diverses pollutions. Des phosphates entraînaient une prolifération d'algues privant les fonds d'oxygène, mais aussi un grand nombre de pesticides et de métaux lourds. Une situation qui a coûté cher à la profession de pêcheur, beaucoup ont arrêté, les prises se faisant rares et la chair des poissons dangereuse pour le consommateur. En effet, les poissons sont de bons indicateurs de l'état de pollution de leur environnement car certaines substances toxiques, ainsi que les métaux lourds présents dans l'eau, se retrouvent à l'état de traces dans leur chair et leur graisse. D'autres éléments que l'on trouve encore actuellement dans les chairs des poissons sont les PCB (polychlorobiphényles) qui sont des polluants organiques persistants. Ces composés organochlorés ont été largement utilisés, jusque dans les années 70, dans la construction et dans les huiles industrielles. Ils sont interdits depuis 1986. Certains de ces composés sont susceptibles d'être cancérigènes et très toxiques. Le problème, c'est qu'ils sont solubles dans les graisses. Donc, une fois dans le lac, ils s'accumulent dans la graisse des poissons. A chaque fois que les poissons se reproduisent, ils sont en fin de chaîne et ils ont accumulé beaucoup de PCB. Le poisson perd sa graisse et les PCB vont dans les oeufs et le phytoplancton qui est mangé par les poissons. Ainsi, les PCB sont ré-accumulés dans le poisson l'année suivante. Un circuit qui rend difficile la diminution des PCB. Toutefois, les dernières concentrations mesurées sont dix fois inférieures à ce que l'on trouvait dans les années 70. Mais au niveau du lac, l'enjeu principal reste encore la diminution du phosphore.

Aujourd'hui, on compte 35 milligrammes de phosphore par mètre cube

d'eau. L'objectif est de descendre en dessous de 20 milligrammes pour limiter les risques de prolifération des algues.

La pollution agricole existe, mais elle est plus faible que la pollution domestique. Et côté pollution domestique, on trouve parmi les fautifs les lessives pour lave-vaisselle qui contiennent encore du phosphore contrairement aux lessives pour le linge. Un constat qui vaut pour la plupart des lacs suisses.

Quant à l'épuration, des efforts doivent encore être réalisés pour améliorer les capacités de traitement des eaux. Un des problèmes principaux est l'assainissement des eaux atteintes par l'activité industrielle. Mais, depuis quelques temps, les recherches sont également orientées vers d'autres sources de pollution, comme celle causée par les pesticides ou les produits médicamenteux qui résistent aux stations d'épuration. Ces produits peuvent être néfastes à la faune piscicole en particulier. Il faudrait poser des restrictions ou des prescriptions d'utilisation pour les substances qu'on utilise dans les ménages et pour les substances médicamenteuses. C'est un problème difficile, il faut informer les gens que tout rejet a des conséquences très néfastes pour tous les cours d'eau. En effet, les stations d'épuration ne sont pas forcément équipées pour épurer ces substances. L'on peut imaginer qu'il y aura toujours plus de produits complexes, peu dégradables et nuisibles au milieu naturel, qu'il faudra identifier pour adapter l'épuration des eaux. Evidemment, cela a un coût.

Pour exemple, à Genève, le prix d'un mètre cube d'eau potable coûte 1 francs 26, dont 1 francs 05 sont consacrés uniquement à couvrir les frais d'épuration. Il y a de bonnes raisons de penser, qu'à l'avenir, ces coûts vont encore augmenter.

Céline Vara  
celine.vara@jvne.ch

## Tsunami, un an déjà

Si la reconstruction des pourtours de l'océan indien prendra du temps, il nous faudra aussi nous interroger sur les déchets toxiques que nous y déversons.

26 décembre 2004, plusieurs vagues géantes ravagent le littoral de l'Indonésie, de la Thaïlande et du Sri Lanka. La suite, vous la connaissez tous, les télévisions n'ont eu de cesse de montrer les images de cette catastrophe naturelle. Pendant que les médias du monde entier se réunissaient à Banda Aceh, des milliers de fûts toxiques et radioactifs se déversaient sur les côtes somaliennes dans l'indifférence la plus totale des médias occidentaux. Remplis de cadmium, de mercure ou d'uranium, ces fûts sont les déchets de nos sociétés occidentales, poubelles que nous avons rapidement enterrées et trop rapidement oubliées. Le contraste entre ces deux catastrophes est saisissant: la première est naturelle et tue subitement des centaines de milliers de personnes, elle est poignante et au lendemain de Noël, met en émoi les téléspectateurs du monde entier. La seconde, causée par la cupidité de l'homme, tue lentement, sournoisement. Elle est discrète et n'émeut nullement les téléspectateurs. Une année après le Tsunami, on se demande comment l'on pourrait prévenir les raz-de-marée et c'est extrêmement louable. Mais que fait-on pour empêcher le dépôt de nouveaux fûts toxiques sur le littoral somalien ? Qu'avons-nous fait pour réduire notre consommation de produits toxiques ou d'énergie nucléaire ?

Ah! J'oubliais, il n'y a pas de stations balnéaires somaliennes dans nos catalogues de vacances !

Sébastien Oppikofer  
sebastien.oppikofer@jvne.ch

### Prochain comité des jVERTS Neuchâtel

Notre prochain comité a été agendé au lundi 27 février 2006 à 19h30 chez Bach & Buck à Neuchâtel. Toutes les personnes intéressées par les jVERTS sont invitées à nous y rejoindre.